

COMMUNIQUE DE PRESSE 11.04.2018

DÉBAT PUBLIC MONTAGNE D'OR - RÉACTION AUX PROPOS DU PRÉSIDENT DE LA CTG

Manipulation, le mot de trop!

A la suite des premières réunions du débat public sur la méga mine industrielle Montagne d'or, et face aux propos visant à diaboliser ses opposants, le collectif Or de question entend réaffirmer sa volonté d'informer la population afin de garantir une contradiction et une participation en toute connaissance de cause des Guyanais.

Pour les membres du collectif Or de question, les propos tenus par certains élus, notamment M. Rodolphe Alexandre ce matin sur Guyane 1ère, démontrent une volonté de décrédibiliser le débat et un profond déni de démocratie face à l'expression de l'opinion publique.

Il est inconcevable que les élus hurlent à la manipulation à chaque fois que l'avis des Guyanais ne leur convient pas! Ce discours paternaliste n'a pas lieu d'être dans un débat public où chacun est libre de se rendre et de s'exprimer. Nous déplorons d'ailleurs l'absence de M. Rodolphe Alexandre, président de la CTG à la plupart des débats et ateliers jusqu'ici. Un peu plus d'assiduité lui permettrait de se rendre à l'évidence : cette mine d'or, la population n'en veut pas.

Une volonté de saper le débat public

M. Rodolphe Alexandre s'en prend ce matin au président de la Commission particulière du débat public (CPDP), lui reprochant de donner la parole uniquement aux opposants et lui demandant de "passer le relais" le jugeant incapable de mener à bien le débat. Nous regrettons ces propos qui remettent en question l'impartialité des organisateurs et qui portent gravement atteinte à l'intégrité de l'institution. Il ne revient pas à la CPDP de trouver des supporters de la compagnie Montagne d'or parmi la foule des personnes participant au débat.

Il est temps de réaliser que **les militants du Collectif Or de question ne sont pas seuls!** Le public s'est mobilisé en masse contre ce projet et nous continuerons à informer les Guyanais afin que chacun puisse faire valoir son opinion au cours de ce débat public.

L'opposition est légitime dans un débat démocratique

Le président de la CTG parle de "débat tronqué, falsifié" et de manipulation.

Il faut remettre les choses dans leur contexte. La compagnie Montagne d'or avait au cours des débats cité à plusieurs reprise la mine de la société Newmont au Suriname comme un exemple de "mine responsable"! Afin d'apporter un éclaircissement sur ces affirmations, lors de l'atelier "mine et environnement", nous avons fait intervenir M. Erlan Sleur, président de l'association environnementale Probios, qui a travaillé par le passé sur le site de la société Newmont avant de démissionner, scandalisé par les conditions d'exploitation.

Et pourquoi pas pour plus de clairvoyance nous montrer des images sur leurs propres mines déjà en exploitation sur les autres continents à la place de leurs images de synthèses qu'ils ne cessent de diffuser?

Nous avons permis de mettre en évidence les dégâts environnementaux, sanitaires et humains causés par cette mine et démontré que cette installation est tout sauf une mine responsable!

C'est pourquoi, le collectif Or de question s'est attelé tout au long des débats à mettre en lumière les contradictions et les importantes failles du dossier de la compagnie Montagne d'or.

Or de question s'est donné pour objectif de garantir la pleine et entière information du public. Quant à la compagnie Montagne d'or, elle refuse toujours de communiquer l'étude d'impact du projet et divers éléments scientifiques et techniques indispensables à une information complète du public.

Faut-il rappeler qu'il incombait pourtant à la société minière de fournir l'ensemble des documents dès l'ouverture de la procédure ? Qu'on vienne reprocher au collectif de tronquer et falsifier le débat est intolérable.

Le collectif Or de question rejette ces propos, qui visent à détourner l'attention du public des vrais problèmes posés par ce projet, et qui ont pour effet de diviser et d'attiser les tensions durant ce débat.

Or de question est un collectif citoyen opposé aux projets industriels d'exploitation minière, apolitique et non violent, représentant 25 organisations guyanaises avec un même objectif, à savoir, s'opposer à l'implantation de la méga-industrie minière internationale en Guyane, un choix de société responsable.